

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 21/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2024

Contexte et constats

Publié sur 

CALCAIRES REGIONAUX SARL

Quartier de la Salle
13 320 Bouc-Bel-Air

Références : D-0670-2024
Code AIOT : 000 640 12 52

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2024 dans l'établissement CALCAIRES REGIONAUX SARL implanté Carrière de MORNAS Saint Loup - Montmou 84 550 Mornas. L'inspection a été annoncée le 02/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 23/09/2024 a pour objectif le recollement de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15/05/2024 (partie dispositions constructives).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALCAIRES REGIONAUX SARL
- Carrière de MORNAS Saint Loup – Montmou 84 550 Mornas
- Code AIOT : 000 640 12 52
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Calcaires Régionaux est autorisée par arrêté préfectoral du 15/05/2024 à exploiter une carrière aux lieux dits « Montmou et Derrière Montmou Ouest » sur le territoire de la commune de Mornas dans le département du Vaucluse.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Bornage	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.3 et article 13 (AM 22/09/1994)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Accès à la voie publique	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Déclaration de mise en service	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
7	voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	31/12/24
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.1 et article 7.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.3 et article R.181-46 II	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
11	Modification des conditions d'exploitation	Autre du 01/08/2021, article R.181-46 II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
12	Ravitaillement et entretien	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.4.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	information des tiers	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.1	Sans objet
6	Établissement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 1.5.3	Sans objet
8	localisation des points de rejet et caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 9 non-conformités au cours de cette visite, relatives aux travaux préliminaires, aux dispositifs d'abattage des poussières, aux modifications des conditions d'exploitation et à la protection des sols et des eaux souterraines. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : information des tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.1
Thème-s : Risques chroniques, information des tiers
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Par courrier du 28 mai 2024, l'exploitant a informé Monsieur Le préfet de Vaucluse de la mise en place d'un panneau d'information à l'entrée de la carrière. La visite d'inspection du 23/09/2024 a permis de constater que le panneau contient les mentions obligatoires, prévues par l'arrêté d'autorisation. L'annexe photographique jointe au présent rapport atteste de cette mise à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.2
Thème-s : Risques chroniques, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Par courrier du 28 mai 2024, l'exploitant a informé Monsieur le Préfet de Vaucluse que le bornage est en place suivant le plan référencé 24 741 du 23/06/2016. Il a été réalisé par le géomètre expert « cabinet Grimont ». L'exploitant indique également qu'il n'y a pas de modification du périmètre dans le cadre de la dernière autorisation de renouvellement. La visite d'inspection du 23/09/2024 a permis de constater, sur la base du plan topographique du 23/06/2016 et par sondage (cf zone inspectée sur l'annexe photographique près du chemin rural n°248), la présence d'une seule borne (identifiée par un piquet jaune).

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder au renouvellement du bornage et joindre un reportage photographique dans un délai n'allant pas au-delà de 3 mois. Les justificatifs seront transmis à Monsieur le Préfet de Vaucluse selon le même délai.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Clôtures et barrières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.3 et article 13 (AM 22/09/1994)</p>
<p>Thème-s : Risques accidentels, Clôtures et barrières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.3 : Afin de prévenir l'accès de tiers aux zones et activités dangereuses présentes dans l'établissement, le périmètre d'autorisation est ceinturé par une clôture efficace ou par tout dispositif équivalent et continu dont le franchissement implique un acte volontaire. Cette clôture est renforcée par la fixation robuste sur celui-ci, à intervalles réguliers, de panneaux avertisseurs de danger et d'accès interdit, tournés vers l'extérieur du périmètre d'autorisation.</p> <p>Le nombre des parties ouvrantes dans cette clôture est tenu au strict minimum nécessaire aux besoins de l'exploitation des installations et activités réglementées par le présent arrêté ainsi qu'à l'accueil des flux de poids lourds venant sur site.</p> <p>L'exploitant met en place une signalisation verticale aux points d'entrée dans le périmètre d'autorisation depuis la voie publique. Cette signalisation indique notamment :</p> <p>l'obligation pour tout arrivant de se soumettre au contrôle par l'exploitant des accès au sein de l'établissement, les règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation, les balisages à suivre, la vitesse maximale de déplacement au sein du périmètre d'autorisation.</p> <p>Arrêté ministériel du 22/09/1994, article 13 : [...] L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats du 12/10/2022</p> <p>Lors de la visite de la zone sud de la carrière, l'inspecteur a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la clôture était endommagée sur quelques mètres, en bordure du chemin rural n°248 ; - l'accès à la zone fissurée présentant un léger surplomb est limité par, en partie supérieure, des blocs de pierre interdisant l'accès à la banquette à la côte 105 mNGF et, en partie inférieure, des merlons. Toutefois, aucun panneau signalant le danger n'est présent. <p>Par courrier du 28 mai 2024, l'exploitant a informé Monsieur le Préfet de Vaucluse que le site est clôturé et l'accès est fermé par un portail. Le panneau d'accueil indique les règles de circulation et</p>

l'obligation pour tout visiteur de se présenter à la bascule après le portail.

Constats du 23/09/2024 : La visite d'inspection du 23/09/2023, un contrôle par sondage de la clôture a été réalisé. Ce contrôle a permis de constater en bordure du chemin rural n°248 :

- une portion de la clôture est affaissée en raison d'une végétation dense. En parcourant au-delà de cette portion, les panneaux sont positionnés à intervalles réguliers. En raison d'une végétation importante, il n'a pas été possible de vérifier la mention sur ces derniers. Pour autant, l'exploitant assure que les panneaux positionnés portant la mention signalant le danger ;
- la zone n'est plus en extraction.

Au niveau de la barrière d'entrée, l'exploitant a positionné une signalisation verticale aux points d'entrée dans le périmètre d'autorisation depuis la voie publique. Elle comprend :

- l'obligation pour tout arrivant de se soumettre au contrôle par l'exploitant des accès au sein de l'établissement,
- la vitesse maximale de déplacement au sein du périmètre d'autorisation.

Toutefois, les règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation et les balisages à suivre ne sont pas mentionnés sur le panneau positionné à l'entrée de la carrière.

À côté de la réserve incendie, il est constaté la présence d'un bassin d'eau claire entouré d'une clôture 3 fils en mauvais état (distendue). Sur un piquet de maintien de la clôture, une bouée est accrochée. Aucun panneau signalant les dangers n'est présent.

Par courriel du 30/09/2024, l'exploitant a fait parvenir une photo démontrant l'apposition d'un panneau positionné sur la clôture dans le prolongement de la bouée, les fils de la clôture ont été retendus.

Lors de la visite, l'exploitant indique la mise en place prochaine d'un registre de vérification mensuelle des clôtures et du panneauage du site. Par courriel du 30/09/2024, l'exploitant a communiqué la trame du registre (version électronique) mis en place, comprenant les interventions relatives :

- au contrôle visuel de l'état des clôtures du périmètre autorisé ainsi que de la clôture du bassin de la zone de traitement de matériaux ;
- au contrôle visuel de l'état du chemin d'accès depuis la barrière jusqu'au pont de Pierrelatte ;
- au contrôle visuel de l'état du chemin d'accès depuis le pont du canal de Pierrelatte jusqu'au croisement de la D74.

Par ailleurs, des panneaux sont présents au sein de la carrière, afin de rappeler les règles essentielles de la circulation (vitesse maximale,...).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, dans un délai de 3 mois, compléter le panneau positionné à l'entrée de la carrière avec la mention des règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation et les balisages à suivre. Les justificatifs seront transmis à Monsieur le Préfet de Vaucluse selon le même délai.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Accès à la voie publique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.4
Thème-s : Risques accidentels, Accès à la voie publique
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique et conformément au dossier de demande. Concernant l'entretien de la voirie pour le tronçon allant du pont sur le canal de Pierrelatte jusqu'à l'entrée de la carrière, une convention est établie entre la commune et l'exploitant, afin d'en préciser ses modalités. Par ailleurs, l'exploitant met en œuvre les aménagements routiers nécessaires, afin d'améliorer la sécurisation du chemin de Montmou et du croisement avec le quartier de La Millière, en liaison avec la commune et les riverains (amélioration de la visibilité, mise en place de « cédez le passage », cheminement piétons).
Constats : Par courrier du 28 mai 2024, l'exploitant informe Monsieur le Préfet de Vaucluse que l'accès à la voirie publique (tronçon allant du pont sur le canal de Pierrelatte jusqu'à l'entrée de la carrière) est entretenu par la société Calcaires Régionaux. L'exploitant indique également avoir formulé une demande de rendez-vous à la commune en vue de travailler collégialement avec cette dernière et les riverains sur les aménagements routiers nécessaires, afin d'améliorer la sécurisation du chemin de Montmou et du croisement avec le quartier de La Millière. Au cours de la visite du 23/09/2024, l'exploitant précise qu'il fournira les échanges de courriers électronique avec la commune de Mornas pour attester de ces initiatives. Par courriel du 30/09/2024, l'exploitant a communiqué un bon de commande N° 4 700 577 122 relatif au débroussaillage de la route d'accès à la carrière. La prestation a été réalisée par l'entreprise « DAMERY ».
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à Monsieur le Préfet de Vaucluse dans un délai de 15 jours : <ul style="list-style-type: none">la convention passée avec la commune pour l'entretien de la voirie pour le tronçon allant du pont sur le canal de Pierrelatte jusqu'à l'entrée de la carrière ou, à défaut, les écrits échangés avec la commune à ce sujet ;les échanges écrits avec la commune de Mornas, en vue d'établir en lien avec celle-ci et les riverains, les aménagements routiers nécessaires afin d'améliorer la sécurisation du chemin de Montmou et du croisement avec le quartier de La Millière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Déclaration de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.5
Thème-s : Risques chroniques, Déclaration de mise en service
Prescription contrôlée : L'exploitant doit, avant le début de l'exploitation, mettre en place les aménagements préliminaires définis au présent chapitre. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation.
Constats : Par courrier du 28 mai 2024, l'exploitant a informé Monsieur le Préfet de Vaucluse de la mise en place des aménagements préliminaires. La visite d'inspection du 23/09/2024 a permis de constater que l'exploitant n'a pas notifié au maire de Mornas la mise en place des aménagements préliminaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, au plus dans un délai de 4 mois, procéder à la notification des aménagements préliminaires de son installation au maire de Mornas.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Établissement des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 1.5.3
Thème-s : Autre, Établissement des garanties financières
Prescription contrôlée : Dans un délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet : <ul style="list-style-type: none">le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;la valeur datée du dernier indice public TP01 en base 2010.
Constats : La visite d'inspection du 23/09/2024 a permis de constater que l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées par courriel du 05/07/2024 : -l'acte de cautionnement solidaire avec un organisme du 24/06/2024 pour la période allant du 24 juin 2024 au 15 mai 2029 -Le montant des garanties financières est de 378499 euros.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.2.4
Thème-s : Risques chroniques, voies de circulation
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières : <ul style="list-style-type: none">• les pistes fixes, définies en accord avec l'inspection des installations classées, sont revêtues d'un enrobé bitumineux ou équivalent, propre à limiter les envols de poussières. Elles sont équipées d'un système d'arrosage fixe et sont nettoyées très régulièrement (raclage, aspiration, balayage, arrosage fixe...), les boues résultantes sont dirigées vers les fossés latéraux ;• les zones de roulage non revêtues d'un enrobé bitumineux (voies de circulation, carreau de la carrière) sont humidifiées autant que nécessaire au moyen d'une arroseuse mobile, notamment lors d'épisodes venteux ;[...]• les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ;• les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;
Constats : La visite du 23/09/2024 (temps légèrement brumeux le matin et ensoleillé l'après-midi, sol humide) a permis de constater que le site est équipé de 5 asperseurs au niveau des pistes de circulation, de la bascule et du portail d'entrée pour limiter les envols de poussières. Par ailleurs, par courriel du 16/10/2024, l'exploitant a transmis une photo de l'arroseuse mobile disponible pour le site. Au niveau de la bascule et au début de la piste principale qui mène à l'extraction en cours, il est constaté un panneau de rappelant la limitation de vitesse. Les pistes de circulation et les aires de manœuvre des engins sont arrosées, ainsi que les stocks de matériaux comportant des fractions fines si besoin, en période sèche au moyen d'asperseurs. L'exploitant a précisé la mise en place d'une rampe d'aspersion pour fin 2024. Cette rampe servira à arroser le chargement des camions et limiter les envols de poussières lors du transport des matériaux. Par courriel du 16/10/2024, l'exploitant a transmis le bon de commande N°4500625023 relatif à la mise en place de la rampe d'arrosage. Au sein du site, la vitesse des véhicules est réglementée par un panneau adapté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera à Monsieur le Préfet de Vaucluse d'ici le 31/12/2024 de l'installation de la rampe d'aspersion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 31/12/2024

N° 8 : localisation des points de rejet et caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.5.2
Thème-s : Risques chroniques, localisation des points de rejet et caractéristiques
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes : Les eaux pluviales sont drainées vers les deux bassins d'orage, localisés au Nord-Ouest. Aucun rejet dans les eaux superficielles n'est réalisé. Les effluents rejetés doivent être exempts : <ul style="list-style-type: none">• de matières flottantes,• de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,• de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.
Constats : La visite d'inspection du 23/09/2024 a permis de constater la présence de deux bassins d'orage, localisés au Nord-Ouest et dédiés à la réception des eaux pluviales. Celles-ci s'infiltrent par gravité dans le substratum sableux. Aucun rejet dans les eaux superficielles n'est réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.1 et article 7.5.2
Thème-s : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Article 7.5.1 : [...]Concernant le tronçon de la piste DFCI précitée, situé au sein du périmètre autorisé de la carrière, l'exploitant doit [...]produire un plan de récolement de l'ouvrage dans les 3 mois suivant la notification du présent arrêté [...] Article 7.5.2 : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local;• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées [...]• d'un point d'eau naturel ou artificiel (PENA) type réserve incendie offrant une capacité de 120 m³ minimum. Son emplacement exact devra être vu en accord avec le bureau prévention de la compagnie d'Orange. Son implantation devra se situer à moins de 100 m en parcours réel des installations de stockage d'hydrocarbures / hangar hors flux

thermique. Elle est maintenue en eau et accessible en tout temps. L'installation est conforme aux annexes du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI).

L'exploitant doit :

- Mettre à jour le plan du site facilitant l'intervention du Service d'Incendie et de Secours (et les consignes de sécurité) et les afficher durablement.
- informer le bureau prévision de la compagnie de la commune d'Orange lors des travaux de mise en place des points d'eau incendie (PEI) ;
- signaler au service public (inter)communal de DECI, l'achèvement des travaux relatifs à l'implantation ou l'amélioration de la DECI, afin de réaliser une visite de réception obligatoire en présence des sapeurs-pompiers et enregistrer le (les) nouveau(x) PEI dans la base de données départementale de la DECI.
- S'assurer que la piste DFCI temporaire, située à l'Est du site a été rétablie, dans son modelé d'origine et remplit les critères nécessaires pour l'accès par les services de secours
- De l'existence d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles, et munie d'un couvercle ou par tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;
- L'installation un dispositif de coupure générale électrique sur le site afin de garantir la mise en sécurité des locaux et installations ;

Constats :

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant dispose d'équipement téléphoniques pour contacter les secours (1 téléphone portable attribué au site et positionné au niveau du local de la bascule et un téléphone fixe).

Le plan des locaux en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours associé à une description des dangers pour chaque local n'est pas réalisé.

Le site est pourvu d'extincteurs en particulier dans le hangar où sont stockés des produits inflammables (huiles...). La dernière intervention de l'entreprise « Chubb » chargée de leur contrôle date du 08/08/2023 (intervention N° 18 749 032). Par courriel du 30/09/2024, l'exploitant a communiqué un bon de commande avec un prestataire chargé de procéder à la vérification des extincteurs de l'ensemble du site.

Dans le cadre de l'instruction du dossier de renouvellement de l'autorisation d'exploiter du site, l'exploitant précise dans sa réponse transmise le 28/08/2023 la mise en place de la réserve incendie d'une capacité de 120 m3. Le 23/09/2024, il a été constaté la présence de cette réserve au droit du site (cf annexe photographique) Cependant, le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas encore pris attache avec les services d'incendie et de secours pour la réception de la réserve en eau.

Concernant la piste DFCI temporaire, située à l'est du site, elle a été rétablie, dans son modelé d'origine et remplit les critères nécessaires pour l'accès par les services de secours (un reportage photographique représentant la piste DFCI nouvellement créé est inséré dans le dossier de demande de renouvellement d'autorisation). Il indique également que les services de la DDT, du SMDVF et de la commune ont validé les plans de la piste au préalable et ont été informés de sa réalisation par courriel du 14/06/2023. Toutefois, aucun plan de récolement de l'ouvrage n'a été transmis à l'administration dans les 3 mois suivant la notification de l'arrêté du 15/05/2024.

Il existe une réserve de produit absorbant incombustible en quantité, adaptée au risque positionné dans le hangar, accessible. Le produit est maintenu à l'intérieur d'une protection plastique.

Un dispositif de coupure générale électrique est présent sur le site afin de garantir la mise en sécurité des locaux et installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à Monsieur le Préfet de Vaucluse dans un délai de trois mois :

-le plan du site permettant de faciliter l'intervention du Service d'Incendie et de Secours (et les consignes de sécurité) et les afficher durablement. Une description des dangers sera réalisée pour chaque local ;

- l'emplacement exact de la PENA d'une contenance de 120 m³ devra être vu en accord avec le bureau prévention de la compagnie d'Orange. Transmettre de procès-verbal de réception du PEI par le SDIS ;

-le justificatif de la visite du prestataire chargé de la vérification des extincteurs du site ;

- le plan de récolement du tronçon de la piste DFCI, situé au sein du périmètre autorisé de la carrière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.3 et article R.181-46 II

Thème-s : Risques chroniques, Protection des milieux récepteurs

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume des matières stockées ;
- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;

- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées à l'article 4.5.3 du présent arrêté.

Article R.181-46 II:

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation [...]

Constats :

Les eaux pluviales sont drainées vers les deux bassins, situés au Nord-Ouest et s'infiltrant progressivement dans le substratum sableux. Aucun rejet dans les eaux superficielles n'est réalisé. Le lavage des matériaux s'effectue au travers d'une succession de bassin de décantation : les eaux chargées sont recyclées et réutilisées. Les eaux claires se situent au niveau du dernier bassin et réutilisées dans le process en circuit fermé.

Les bassins d'orage sont susceptibles de récolter par ruissellement les eaux d'extinction suite à un incendie.

L'exploitant prévoit la mise en place d'un nouveau bassin de rétention, associé à une vanne martellière en amont du bassin d'orage situé près de la zone de matériaux. Cet ouvrage permettra d'isoler les eaux résultant d'un incendie via un canal d'aménage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, au plus dans un délai de deux mois, porter à la connaissance de Monsieur le Préfet de Vaucluse les caractéristiques du bassin de confinement des eaux d'extinction, en prenant en compte les exigences de l'article 7.5.3 de l'arrêté du 15/05/2024. Les travaux devront être réalisés au plus sous 4 mois à compter de la réception du présent rapport.

L'exploitant tiendra en compte de la localisation de la réserve d'eau d'une contenance de 120 m³ implantée à proximité du bassin d'orage et de la zone de stockage des matériaux pour ne pas gêner les engins de secours (aire de retournement) en cas d'intervention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Autre du 01/08/2021, article R.181-46 II

Thème-s : Risques chroniques, Modification des conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements,

installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation [...]
<p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection du 23/09/2024 a permis de constater que l'exploitant n'utilise plus le forage localisé près de la bascule en raison du mauvais état de celui-ci. L'entreprise « Huguet » est intervenue pour créer un nouveau forage à quelques mètres du précédent. La fin des travaux est prévue pour la fin d'année 2024. L'exploitant indique que le prélèvement a lieu dans la même nappe d'eau souterraine. Cette modification n'a pas été portée à la connaissance du Préfet préalablement à sa réalisation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 2 mois, porter à la connaissance de Monsieur Le Préfet la modification relative au forage, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (incidences sur l'environnement, caractéristiques du forage, profondeur, identification de la nappe,...).</p> <p>Le précédent forage doit être condamné dans les règles de l'art : l'exploitant prendra attache avec une entreprise spécialisée et transmettra à Monsieur le Préfet les justificatifs correspondants dans le même délai.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Ravitaillement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Ravitaillement et entretien
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un séparateur d'hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le ravitaillement des engins s'opère sur une dalle étanche reliée à un décanteur déshuileur. L'effluent traité par le décanteur déshuileur rejoint le bassin situé à proximité du hangar.</p> <p>Par courriel du 30/09/2024, l'exploitant a transmis le bordereau N° BSD-20230502-NNGH71GM8 (S051-E0016142) en date du 03/05/2023 (code déchet 130507*) relatif au curage du décanteur/déshuileur. L'exploitant a également produit à la même date le bon de commande relatif au pompage du séparateur d'hydrocarbure.</p> <p>Toutefois, il n'a pas été constaté la présence d'un caniveau entourant l'aire étanche, permettant de limiter le volume d'effluents traité par le séparateur aux eaux potentiellement polluées, issues de l'aire de ravitaillement.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder à la création du caniveau, entourant l'aire étanche, sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois